

Franceville/ Enseignement supérieur /École doctorale régionale d'Afrique centrale en infectiologie tropicale

15 spécialistes en infectiologie tropicale diplômés



Le recteur de l'EDR, Jacques Lebibi, lors de son intervention.



Landry Laure Tsoumtsas, major de la 4e promotion.



Vue partielle des invités à la cérémonie.

N.O.
Franceville/Gabon

AU terme de leurs soutenances de mémoires, les étudiants en master 2 de l'École doctorale régionale (EDR) d'Afrique centrale en infectiologie tropicale de Franceville ont reçu, dernièrement, leurs diplômes. C'était au cours d'une cérémonie rehaussée par la présence du gouverneur de la province du Haut-Ogooué, Bertrand Moundounga, du directeur régional du bureau Afrique centrale et des Grands Lacs, de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), le Pr Alain Ondoua, du recteur de l'Université

des sciences de la santé, le Pr Paul-Marie Loembe, du vice-recteur de l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM), le Pr Bill Raphaël Bikanga, et des enseignants de plusieurs établissements supérieurs de la sous-région. Cette promotion, la 4e du genre depuis l'ouverture de l'EDR en octobre 2011, est composée de quinze étudiants de nationalités diverses (5 Gabonais, 3 Camerounais, 2 Béninois, 3 Centrafricains, 1 Congolais et 1 Tchadien). Avec une moyenne de 16, 32/20 assortie d'une mention très bien, la camerounaise Landry Laure Tsoumtsas Meda en est la major. Le recteur de l'EDR, le Pr Jacques Lebibi, n'a pas caché sa satisfaction. "Cette réussite



Les impétrants posant autour des officiels, après avoir reçu leurs parchemins.

traduit la qualité du travail accompli par les étudiants, sous la direction de leurs enseignants", a-t-il précisé. Non sans avoir souligné les difficultés auxquelles est confronté l'établissement

qu'il dirige. "La formation supérieure scientifique coûte chère. Cette exigence engage l'avenir de l'EDR et celui de notre pays dans un domaine où combien prioritaire que celui de la forma-

tion des spécialistes en pathologies infectieuses et tropicales", a-t-il relevé. Tout en saluant, au passage, les enseignants et chercheurs, membres du consortium d'appui à l'ERD, qui, selon lui, contribuent grandement à l'élévation du niveau de formation à travers une mise en commun des compétences et des savoirs, tournée vers l'amélioration de la santé des populations de l'Afrique centrale.

Représentant le ministre de l'Enseignement scientifique, le Pr Paul-Marie Loembe a réaffirmé la volonté des plus hautes gabonaises à soutenir l'EDR, "fruit de la vision d'Omar Bongo Ondimba et de ses pairs de la sous-région. Les plus hauts responsables de

notre pays ne ménageront aucun effort pour maintenir l'appui financier, matériel et humain du Gabon à cet établissement supérieur à vocation sous-régionale", a-t-il indiqué. Un effort d'autant plus utile que la contribution de l'AUF à l'EDR devrait s'arrêter au terme de la prochaine année académique.

A titre de rappel l'EDR est née de la volonté des chefs d'État de la sous-région de doter leurs pays respectifs d'éminents spécialistes en infectiologie tropicale, afin de réduire la morbidité et la mortalité liées aux infections parasitaires, bactériennes et virales. En décembre prochain, les premières soutenances de thèses de doctorat se tiendront à l'EDR.

Franceville/ Enseignement supérieur/USTM/Conseil scientifique et pédagogique

La fin de l'année académique au cœur des travaux



Les membres du conseil autour de la table.



Le Pr Bertrand Mbatchi (lunettes), présidant les travaux.

N.O.
Franceville/Gabon

LES 16e et 17e sessions du conseil scientifique et pédagogique (CSP) de l'Université des sciences et techniques de Masuku (USTM) se sont tenues simultanément, dernièrement, dans la salle de conseil du rectorat, sous la présidence du secrétaire général du Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur (Cames), le

Pr Bertrand Mbatchi, entouré entre autres du recteur de l'USTM, le Pr Isaac Mouaragadja, du vice-recteur, le Pr Bill Raphaël Bikanga, et des responsables des trois grandes écoles rattachées à l'USTM. Les travaux étaient axés essentiellement autour de l'examen de l'agenda de la fin de l'année académique en cours. Une année, ont déploré les participants, perturbée par des grèves récurrentes des étudiants et du personnel de la main d'œuvre non permanente.

De fait, pour que les enseignements aillent à leur terme, plusieurs recommandations ont été émises. Notamment celles autorisant le recteur de l'USTM à mettre sur pied un comité de suivi des projets élaborés par le CSP, tout en définissant ses nouvelles orientations. S'agissant du financement des missions d'enseignement, les participants ont estimé que des efforts devraient encore être fournis. D'autant que, selon eux, à ce jour, leur institution n'a perçu que

15% de son budget de fonctionnement. "(...) pour terminer cette année scolaire, il faut que nous obtenions absolument une partie sinon l'ensemble du financement attendu", a précisé le président de séance. De même, a-t-il avancé, il faudrait que la recherche soit financée, le développement étant inimaginable sans cette activité. "La recherche mérite amplement d'être soutenue. Car, en dépit des financements alternatifs (Coopé-

ration, appels d'offres, etc.), les pouvoirs publics se doivent de financer les travaux des enseignants-chercheurs", a précisé le Pr Mbatchi. Et, dans le souci de mettre un terme aux brimades et autres sévices corporels infligés par les étudiants à leurs camarades, le CSP a entamé une réflexion dont les conclusions devraient être soumises, dans les tout prochains jours, aux responsables politiques de notre pays. Au terme des travaux, le

recteur de l'USTM n'a pas masqué sa satisfaction. "Nous sommes très contents d'avoir tenu ces assises, qui se déroulent au moment où notre institution est en butte à des mouvements d'humeur. En dépit de ces perturbations, nous avons pu analyser son fonctionnement. Il était important que nous puissions, avant la tenue des sessions du Cames à l'USTM, avoir une lisibilité sur son offre de formation et son évolution", a-t-il indiqué.